

## Tendances conjoncturelles

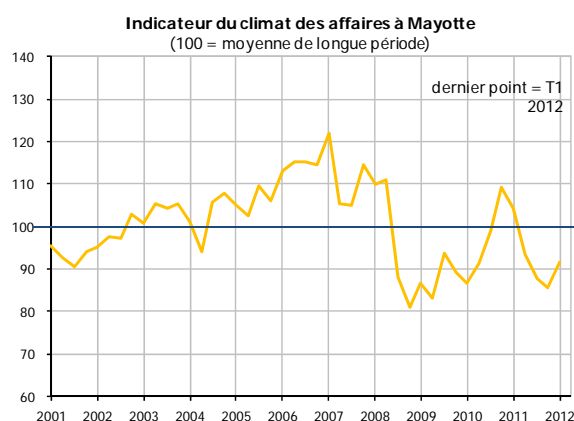
1<sup>er</sup> trimestre 2012

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE A MAYOTTE

#### Une économie qui peine à se redresser

Après une fin d'année 2011 sensiblement dégradée, l'économie mahoraise peine à se redresser. L'indicateur du climat des affaires progresse (+5,9 points) mais demeure largement en dessous de sa moyenne de longue période.

Les principaux indicateurs économiques sont en recul. Les prix enregistrent une légère hausse en dépit de l'accord de sortie de crise (baisse des prix de onze produits de première nécessité) signé entre les grands distributeurs et l'intersyndicale. La consommation des ménages se maintient, alors que l'investissement des entreprises est mal orienté et les prévisions traduisent une absence de visibilité sur les opportunités d'affaires dans un climat social difficile.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Hormis le secteur touristique, la plupart des secteurs souffrent de difficultés persistantes. Le secteur du BTP est particulièrement fragilisé mais le plan de relance pourrait apporter une meilleure activité. Les prévisions sont globalement pessimistes.

#### DES ÉCONOMIES RÉGIONALES BIEN ORIENTÉES, À L'EXCEPTION DE MADAGASCAR

A Maurice, le PIB progresse de 2,4 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au quatrième trimestre 2010. Cette croissance s'explique par la bonne évolution des investissements (+12,9 %), notamment en biens d'équipement, en lien avec la construction d'une nouvelle centrale électrique. La consommation finale continue d'être bien orientée (+2,1 %), tandis que les exportations baissent de 3 % en un an, malgré la bonne tenue des exportations de services. La croissance du PIB est estimée à 4 % pour l'année 2011 par le bureau mauricien de la statistique, un rythme stable par rapport à 2010 (+4,2 %).

L'économie sud-africaine reste bien orientée au premier trimestre 2012, avec un rythme de croissance du PIB annualisé de 2,7 %, corrigé des variations saisonnières. Les industries extractives, les services aux entreprises et le commerce de gros sont les principaux secteurs contribuant à cette croissance.

L'activité économique à Madagascar reste peu dynamique au premier trimestre 2012, l'encours de crédit étant en léger repli. A l'inverse, les exportations augmentent de 32,4 % en glissement annuel. L'activité touristique est également bien orientée, avec une hausse de 7,1 % du nombre de touristes par rapport au même trimestre en 2011. Selon le FMI, la croissance du PIB est estimée à 0,5 % pour 2011.

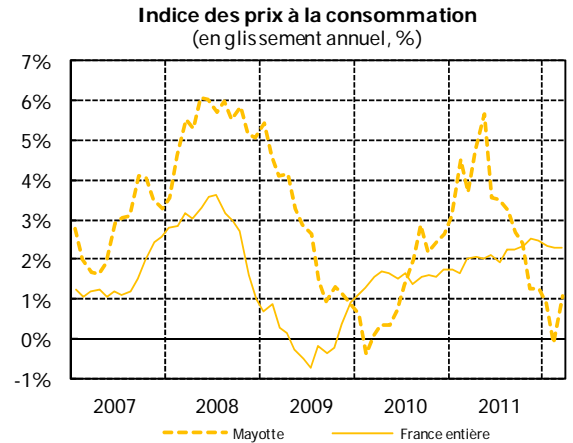
Aux Seychelles, l'activité touristique continue d'être bien orientée, avec une hausse de 8,7 % en glissement annuel du nombre de touristes au premier trimestre 2012. Le FMI évalue leur croissance à 4,9 % pour 2011.

## Relative stabilité des prix

L'indice des prix à la consommation est resté relativement stable (+0,2 %), après un repli de 0,9 % au quatrième trimestre 2011. Le recul sensible du prix des services (-1,4 %) est compensé par la hausse des autres postes. En dépit de l'accord de sortie de crise (baisse des prix de onze produits de première nécessité), les prix des produits alimentaires repartent légèrement à la hausse (+0,6 %)..

En glissement annuel, les prix progressent de 1,1 % au 31 mars 2012, soit une hausse sensiblement inférieure à celle de la France entière (2,3 %). Les prix des produits alimentaires et des produits manufacturés sont en baisse (respectivement de 1,2 % et de 0,2 %) ; ceux de l'énergie et des services progressent sensiblement (+4 % et +3,2 %). Cette.

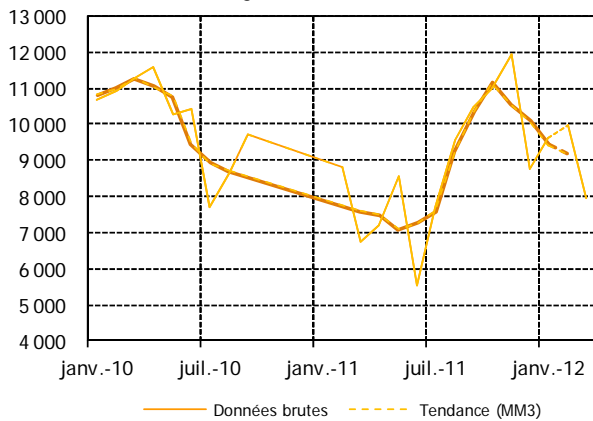
L'accord sur la baisse des prix ayant expiré le 31 mars, une nouvelle hausse pourrait être enregistrée au deuxième trimestre, en lien notamment avec la progression du SMIG et des cotisations patronales.



Source: INSEE

## Des tensions encore vives sur le marché de l'emploi

**Demands d'emplois en fin de mois**  
Catégorie A (en nombre)



Source: Pôle Emploi

Le nombre important d'annonces de chômage partiel dans les secteurs porteurs de l'économie mahoraise, notamment le BTP, semble indiquer une détérioration de la situation de l'emploi au premier trimestre.

En effet, le recul du nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A (-7 %) traduit davantage les difficultés rencontrées par les demandeurs d'emploi à actualiser leur dossier qu'une réelle diminution des demandes d'emplois.

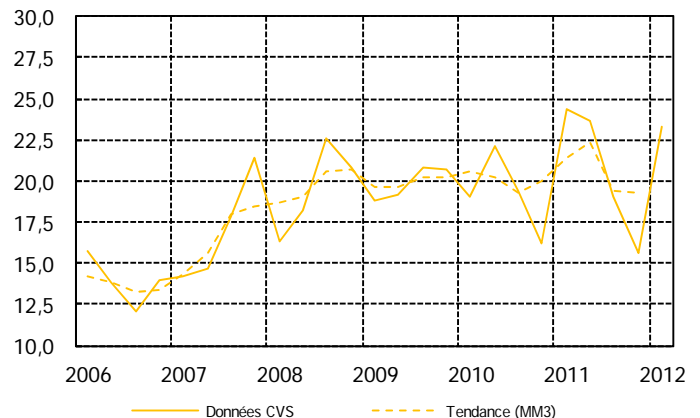
Parallèlement, la progression sensible des offres d'emploi est principalement en lien avec la gestion désormais affectée à Pôle Emploi de certains contrats aidés auparavant gérés par la Dieccte.

## Stagnation de la consommation des ménages

La consommation des ménages stagne. Les commerçants font toujours état d'une dégradation de leur activité mais celle-ci semble s'atténuer. En tenant compte des lourdes difficultés d'approvisionnement en fin d'année dernière, les importations pour leur part n'ont pas significativement évolué par rapport à 2011.

La situation financière des ménages s'est de nouveau dégradée : les retraits de cartes bancaires sont en hausse sensible (+14 % sur le trimestre, après +4,5 % au trimestre précédent).

**Importations de produits alimentaires**  
(en millions d'€)



Source: Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

## Arrêt des investissements des entreprises

Les importations de biens d'équipement professionnel sont en recul de 39 % (données CVS) au premier trimestre 2012, et de 43 % sur un an.

Les entreprises craignent une accélération de la progression de leurs charges, avec l'augmentation du SMIG et l'annonce d'un rattrapage du salaire minimum sur trois ans, alors que les retards de paiement des collectivités locales s'accumulent.

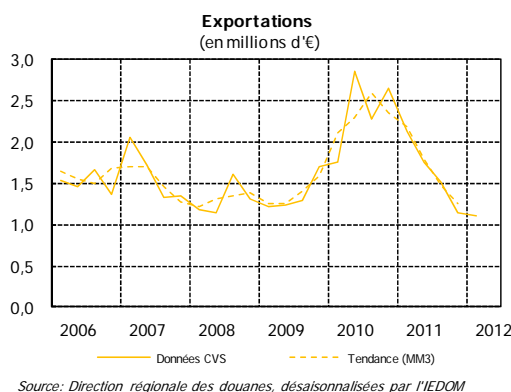
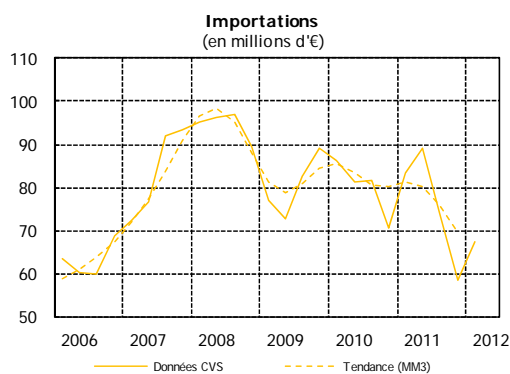
La situation financière des entreprises se dégrade sensiblement. Les indicateurs de vulnérabilité sont passés au rouge : le nombre de personnes morales en interdiction bancaire augmente de 3,1 % sur le trimestre et le taux de créances douteuses brutes progresse de 0,9 point. Dans ce contexte, l'encours bancaire des crédits à l'investissement est en recul de 1,3 % sur le trimestre (-11 % sur l'année). Toutefois, les banques semblent continuer de soutenir la trésorerie des entreprises : les crédits d'exploitation progressent de 0,8 % sur le trimestre (+34 % sur l'année).

Les prévisions d'investissement traduisent une absence de visibilité sur les opportunités d'affaires dans un climat social difficile. Dans ce contexte, tous les regards sont tournés vers l'Etat pour une relance de l'économie mahoraise par la commande publique. Le plan de relance, d'un montant de 53 millions d'euros, décidé après la crise sociale de l'automne 2011, a été activé en mars : 44 millions d'euros d'opérations ont été actés et concernent plusieurs secteurs (transport, eau potable, traitement des déchets, électrification rurale, infrastructures et aménagement, etc). Par ailleurs, dans le cadre du Fonds mahorais de développement économique social et culturel (FMDESC), la Préfecture a, en février, lancé un appel à projets pour la deuxième tranche d'un montant total de 10 millions d'euros. Cet appel correspond à la section du fonds relative aux « projets portés sous maîtrise d'ouvrage privée ». Sont ainsi visés, en priorité, les projets d'investissement issus du secteur privé.

## Recul sensible des exportations

Les exportations sont en recul (-48 % en glissement sur un an, mais le premier trimestre 2011 était particulièrement favorable).

Les importations sont pratiquement stables en glissement annuel, mais il faut relativiser ce résultat en tenant compte de leur exceptionnelle faiblesse au quatrième trimestre 2011 et de leur sous-estimation au premier trimestre 2012 pour des raisons techniques.



## Une activité en berne dans la majorité des secteurs

Plus d'un trimestre après la fin des troubles sociaux qui n'avaient épargné aucun secteur de l'économie mahoraise, les chefs d'entreprises font état d'une nouvelle dégradation de leur activité et de leurs perspectives d'investissement.

Dans le **secteur primaire**, les exportations de poissons issus de l'élevage aquacole et d'essence d'ylang ont complètement cessé. Les importations d'espèces avicoles ont sensiblement augmenté sous l'effet probable d'une demande plus forte, les prix de ces produits ayant été directement impactés par l'accord de baisse des prix.

Les professionnels du **BTP** font état d'une dégradation sensible de leur activité et ont procédé à de nombreuses mises en chômage partiel. Leur trésorerie continue de se détériorer en raison de volumes importants de créances sur les collectivités locales.

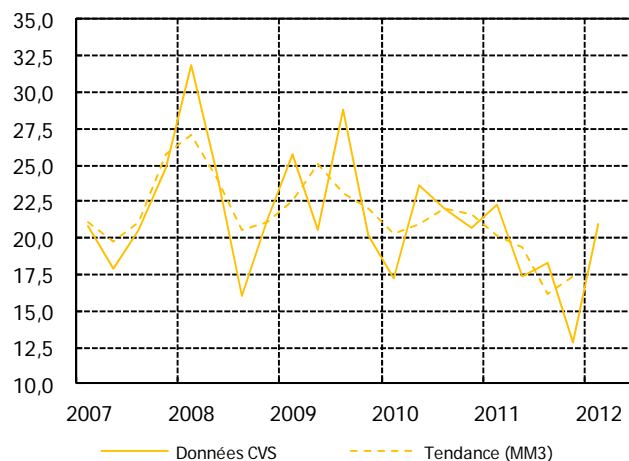
Toutefois, le plan de relance devrait rassurer le secteur et favoriser une reprise partielle de l'activité. Par ailleurs l'Etat a débloqué 14 millions d'euros du Fonds de compensation de la TVA, pour abonder le Fonds intercommunal de péréquation, ce qui permettra aux communes de régler leurs impayés.

Les importations de ciment sont en progression de 62 % par rapport au précédent trimestre, évolution à relativiser du fait des difficultés d'approvisionnement de la fin 2011. On note un recul de 6 % par rapport au premier trimestre 2011.

Les **commerçants** continuent à faire état d'une évolution défavorable de leur activité. Aussi, ils ne prévoient pas d'investissement pour les mois à venir. Par ailleurs, après les licenciements déjà opérés et sous l'effet de l'augmentation du SMIG de 4,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chefs d'entreprises n'envisagent aucun recrutement.

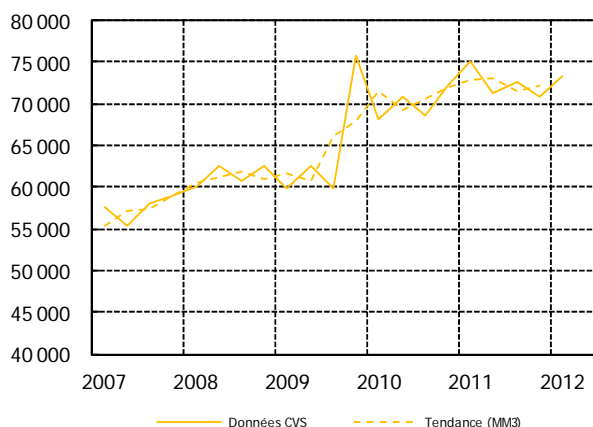
L'activité du secteur des **services marchands** demeure également en deçà de sa moyenne de longue période. Selon les chefs d'entreprises, les tensions sur la trésorerie se sont aggravées entraînant une baisse des effectifs.

**Importations de ciment**  
(en milliers de tonnes)



Source: Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

**Trafic passager à l'aéroport de Dzaouzi**  
(en nombre)



Après avoir subi directement les effets de la crise sociale, le secteur du **tourisme** enregistre une légère reprise du trafic passager (+3,4 %). Le secteur continue de se structurer. Ainsi, la procédure de classification en termes d'étoiles des structures hôtelières de l'île a permis d'attribuer deux étoiles à deux établissements et trois étoiles à deux autres établissements.

Enfin, dans le cadre du partenariat Iles Vanilles, un premier combiné Mayotte/La Réunion a été proposé au salon de la randonnée à Paris en mars dernier.

### LÉGER REDRESSEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale montre de légers signes de redressement. Les économies avancées restent marquées par l'atonie des marchés du travail et de l'immobilier résidentiel mais le dynamisme des pays émergents apporte une contribution importante à la croissance mondiale. L'inflation demeure contenue dans les économies avancées et fléchit dans les économies émergentes.

Aux États-Unis, la croissance économique ralentit (+0,5 % au premier trimestre après +0,7 % au trimestre précédent). Le FOMC (Comité fédéral de l'open market) a maintenu ses taux inchangés, en indiquant qu'il prévoyait le maintien de taux très bas au moins jusqu'à fin 2014.

En Europe, le PIB reste stable par rapport au trimestre précédent tant pour la zone euro que pour l'UE27. Sur l'ensemble de l'année, le PIB stagne dans la zone euro (+0,1 % pour l'UE27). Un redressement progressif est attendu dans le courant de l'année, soutenu par la demande étrangère, le niveau très bas des taux d'intérêt à court terme et les mesures adoptées pour favoriser le bon fonctionnement de l'économie de la zone. Toutefois, les tensions sur les marchés de la dette souveraine, le processus d'ajustement des bilans dans les secteurs financier et non financier et le niveau élevé du chômage devraient continuer de freiner la dynamique de la croissance. La hausse des prix (IPCH) dans la zone euro s'établit à 2,7 % en mars, soit le même niveau qu'en décembre. La BCE a maintenu ses taux directeurs inchangés.

En France, le PIB est stable, après +0,1 % au quatrième trimestre. Ce ralentissement provient d'une consommation des ménages atone et de dépenses d'investissement en repli.

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 22 juin 2012 – Dépôt légal : juin 2012 – ISSN 1952-9619